



ÉTAT D'URGENCE : L'Administration Pénitentiaire au bord de l'asphyxie !

communiqué national communiqué national communiqué national communiqué national

La situation dans nos détentions n'est plus seulement critique : elle est devenue hors de contrôle. Pendant que l'État détourne le regard, le Syndicat Pénitentiaire des Surveillants – Corps d'Encadrement et d'Application (SPS-CEA) refuse de laisser les personnels sombrer dans l'indifférence.

Nous ne gérons plus des établissements, nous colmatons les brèches d'un système qui prend l'eau de toutes parts. Le constat de la faillite : Nos vérités quotidiennes.

Surpopulation carcérale record : Nos établissements étouffent. Le taux d'occupation explose les compteurs, transformant les cours de promenade et les coursives en poudrières à ciel ouvert. On entasse le surnombre au mépris des règles de sécurité les plus élémentaires.

Agressions quotidiennes et alarmantes : Le manque de fermeté institutionnelle et la promiscuité alimentent une violence décomplexée. Insultes, menaces, agressions physiques... Subir la violence ne fait pas et ne fera jamais partie de notre contrat de travail !

Pénurie criante d'effectifs : L'attractivité du métier est insuffisante et avec le temps vide nos rangs. Départs massifs en retraite, nouvelles missions accaparantes, absentéisme galopant devant les conditions dantesques de travail... Résultat ? Ceux qui restent portent tout le système sur leurs épaules.

Vie de famille sacrifiée : Heures supplémentaires monstrueuses, rappels sur repos systématiques, rythmes de travail infernaux... La vie privée des agents est purement et simplement piétinée pour pallier l'incompétence des politiques de gestion de l'emploi.

Le métier de surveillant pénitentiaire est l'un des plus difficiles de la République. Nous sommes la troisième ligne de sécurité du pays, mais nous sommes les grands oubliés des budgets et de la considération politique.

Le SPS-CEA ne peut plus se contenter de quelques promesses ou de la mise en place de commissions de réflexion ou d'enquêtes, plus de discours soporifique. Le SPS-CEA exige des actes immédiats :

0 pour l'immobilier pénitentiaire : Il faut construire des établissements adaptés aux réalités du XXI^e siècle, sécurisés et dimensionnés face à la réalité pénale. Une revalorisation historique des carrières : Le statut et la pénibilité de la CEA (Corps d'Encadrement et d'Application) doivent être reconnus à leur juste valeur. Pour attirer et fidéliser, il faut payer et respecter les personnels.

La tolérance zéro en détention : Sanctions disciplinaires maximales et systématiques pour toute agression ou manque de respect envers un personnel pénitentiaire. Le bleu doit redevenir une barrière infranchissable.

Le respect des rythmes de vie : L'arrêt de l'usage abusif des heures supplémentaires qui épuisent les corps et détruisent les familles.

Face à un horizon bouché et à une direction générale sourde à la détresse du terrain, le SPS-CEA appelle l'ensemble des personnels à rester soudés, vigilants et prêts à se mobiliser. Nous ne serons pas les martyrs d'une administration en faillite.

Le 26 mai 2026